



## 1. CONTEXTE

Après un long conflit, la RDC a repris un chemin de la croissance. Cependant la crise de 2008-2009 a révélé que le pays reste vulnérable et que la croissance est fragile. Cette vulnérabilité s'explique par le manque de sécurité des opérateurs économiques et la mauvaise gouvernance. En particulier, la mauvaise gouvernance se traduit par des abus des organismes publics qui entraînent la faible performance du secteur formel des petites et moyennes entreprises. Durant ces années des conflits, l'éducation et en particulier les institutions d'enseignement supérieur public et privé ont montré une remarquable capacité de résilience. La demande d'éducation et en particulier l'enseignement supérieur demeure très forte et les parents participent fortement à son financement. L'enseignement supérieur peut contribuer à satisfaire les besoins importants de main d'œuvre qualifiée et aussi à renforcer l'Etat de droit et l'efficacité des administrations. Ainsi l'enseignement supérieur peut soutenir une croissance plus durable.

« Quelles que soient les nuances que l'ingéniosité de l'économiste puisse introduire dans l'interprétation statistique, aucune analyse ne peut faire fi du paradoxe le plus frappant du continent ; pays le plus potentiellement riche d'Afrique, le Congo possède, en effet, une économie parmi les moins performantes du continent » écrit M. Nzanda-Buana K.<sup>1</sup>

L'économie congolaise est devenue une économie de survie repliée sur des activités de subsistance, des activités informelles. Malgré un taux de croissance positif depuis 2001, l'inflation est remontée à plus de 26% à fin 2008, le taux de change ne fait que se déprécier et le Congo était classé parmi les pays à l'IDH (indice du développement humain) faible, (0,391) suivant les statistiques de la Banque Mondiale pour l'année 2007.<sup>2</sup>

Les esprits sensés ne peuvent que s'émouvoir devant un tel désastre au point que d'aucuns n'hésitent à considérer le Congo comme un pays maudit.

Et pourtant les différents gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays ont élaboré une multitude des programmes, des plans et des nombreuses mesures institutionnelles, qui pour la plupart ont connu un triste sort d'échec.

Voici quelques programmes et plans lancés par le Gouvernement congolais depuis 1997 jusqu'à ce jour pour juger de leurs résultats. Il s'agit entre autres de

- Programme triennal économique et social (1997 à 1999)
- **PIR** (le programme intérimaire renforcé) (2001 à 2002)

---

<sup>1</sup> M. NZANDA-BUANA Kalembe, « Principaux problèmes de gestion du développement au Congo (RDC), Sur fond de l'expérience empirique au Congo-Zaïre »; Lettre de l'I.R.E.S. N S 2-3/ Kinshasa, p.8

<sup>2</sup> J. LUNGWANGU, « cours d'Economie du développement », L1 Eco dvt, ULK, Kinshasa, 2007-2008

- **PEG** (le programme économique du Gouvernement) (2002 à 2005),
- **PMURR** (le programme multisectoriel d'urgence pour la réhabilitation et la reconstruction) (2002 à 2005);
- **PRC** (le Programme Relais de Consolidation) (Avril 2006 à décembre 2006)
- Document des stratégies de réduction de la pauvreté (**DSRP** et **DSCR** final);

Tous ces programmes visaient la relance et/ou le maintien de la croissance économique, fort malheureusement jusqu'à ce jour, l'économie congolaise a connu globalement, au-delà des fluctuations conjoncturelles, un déclin prolongé du PIB réel et une dégradation continue de la situation sociale de sa population.

Mabi Mulumba, alors Président de la Cour des comptes de la RD Congo, a retracé les programmes économiques exécutés par le Gouvernement congolais avec ou sans appui financier des Institutions de Bretton Woods de 2001 à 2006 en soulignant que de 1990 à 2000 le Congo était sous embargo financier donc en cessation de coopération structurelle avec les institutions de Bretton Woods, suite entre autre à l'importance de son endettement extérieur évalué à plus ou moins 14 milliards de dollars US et à la cessation des paiements du service de la dette.<sup>3</sup>

Il a poursuivi que cette coopération a repris à la suite de l'exécution plus que satisfaisante du « Programme Intérimaire Renforcé (PIR) de juin 2001 à mars 2002. Ce programme sera suivi par le « Programme Economique du Gouvernement (PEG) », programme triennal soutenu par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) approuvé par le Conseil d'Administration du FMI le 12 juin 2002.

Tshiunza Mbiye<sup>4</sup> quant à lui souligne le risque d'accroissement du service de la dette consécutif au nouvel accord de coopération signé en 2007 entre la République Démocratique du Congo et les entreprises Chinoises, alors que l'une des exigences des Institutions de Bretton Woods en vue de permettre au gouvernement congolais d'atteindre le point d'achèvement consiste à ne pas alourdir l'endettement extérieur pendant l'exécution du Document de stratégies de Croissance et de la Réduction de la Pauvreté (DSCR) et de l'initiative Pays Pauvre Très Endetté (PPTTE) au risque de replacer le pays dans la situation de surendettement et compromettre ses chances de croissance et de réduction de la pauvreté.

---

<sup>3</sup> M. NZANDA-BUANA Kalembe, « Principaux problèmes de gestion du développement au Congo (RDC), Sur fond de l'expérience empirique au Congo-Zaïre »; Lettre de l'I.R.E.S. N S 2-3/ Kinshasa, p.8

<sup>4</sup> KAWATA Bwalun, « Cours de Macroéconomie », UNIKIN, 1999-2000

## **2. BREF APERCU HISTORIQUE DE L'EVOLUTION DE L'ESU EN RDC**

L'Enseignement Supérieur et Universitaire de la RDC a commémoré en 2004 son cinquantième anniversaire et à ce jour, il est entré dans sa 57<sup>ème</sup> année d'existence.

Il sied de rappeler que la création de la première université congolaise sous initiative des Pères Jésuites, spécialement les Révérends Pères Schumans et Smet ainsi que le Professeur Malengreau, l'Université Lovanium et puis développée par Mgr Gillon et Mgr Plevoets.

De part ses imposantes infrastructures, l'excellence de ses programmes, le niveau ainsi que l'envergure de ses activités de recherche, elle fut la plus importante et la plus célèbre institution d'enseignement universitaire en Afrique centrale voire dans toute l'Afrique au Sud du Sahara.

La RDC s'est illustrée par une activité scientifique intense menée par les Centres et Instituts de recherche notamment l'Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomiques au Congo (INEAC), l'Institut de Médecine Tropicale (IMT), l'Institut de Recherche en Afrique Centrale (IRSAC).

Les résultats des recherches sur le palmier élaïs menés à l'INERA (ex INEAC) ont contribué sans nul doute à l'essor de l'agriculture des pays comme le Nigéria, la Malaisie et la Cote d'Ivoire. Plusieurs recherches dont les résultats ont impacté sur la vie nationale ont été menés dans divers secteurs notamment en Médecine, en Anthropologie...

A son accession à l'indépendance en 1960, la RDC comptait une seule université complète, à savoir le Lovanium, d'obédience catholique, qui avait été fondée en 1954, avec le concours technique de l'Université catholique de Louvain. Il s'agissait donc d'une université privée et confessionnelle, subsidiée par l'Etat et dont la finalité s'inscrivait dans la perspective de l'oeuvre évangélisatrice de l'Eglise catholique.

Jouissant d'une large autonomie interne, son Conseil d'administration fonctionnait sous l'autorité directe de l'Eglise, avec une simple participation du ministère de l'Education qui y déléguait un représentant. L'université pouvait ainsi s'organiser comme une institution scientifique et académique intégrée dans un milieu éducatif chrétien.

La seconde institution d'enseignement supérieur du pays, l'Université Officielle du Congo, créée en 1956 à Lubumbashi, en tant qu'université d'Etat. Quoique relevant directement de l'Etat comme pouvoir organisateur, l'Université Officielle du Congo jouissait d'une certaine autonomie interne dans sa gestion académique quotidienne.

La troisième université à voir le jour dans le pays fut l'Université Libre du Congo, créée à Kisangani en 1963. Elle fut organisée et fonctionna sur le modèle de Lovanium. C'est l'actuel Université de Kisangani.

Calquées sur le modèle occidental, ces trois universités firent, dans leurs premières années, appel à la collaboration des professeurs européens compétents et reconnus et ces trois premières créations constituent encore aujourd'hui le socle du système universitaire national.

#### **a. Poursuite de la création des instituts supérieurs.**

Cela permit, certes, de sauvegarder, jusqu'en 1971, un niveau scientifique et académique correspondant, mutatis mutandis, aux standards universitaires internationaux.

Dans ses efforts pour relever le défi de la pénurie autant que du besoin urgent des cadres supérieurs compétents, le Congo connut une période de grande créativité en matière d'enseignement de 1960 à 1970, grâce à une large concertation entre ministères, représentants des Eglises, professeurs et experts internationaux.

Entre 1960 et 1970, l'Eglise catholique, qui bénéficiait de l'aide étrangère grâce à la présence, encore significative, des missionnaires européens, créa, pour chacune de ses six provinces ecclésiastiques, un institut supérieur pédagogique pour pouvoir doter les écoles secondaires du personnel enseignant qualifié dont il avait besoin dans le cadre de l'option pour un enseignement promotionnel plutôt que sélectif. L'Institut supérieur pédagogique de Kinshasa-Gombe vit le jour en 1961, tandis que ceux de Bunia et de Mbujimayi furent créés en 1968.

Le processus de création des instituts supérieurs se poursuivit de sorte qu'en 1971, lors de la réforme qui a regroupé tout l'enseignement supérieur sous le label UNAZA (Université Nationale du Zaïre), on pouvait compter 37 établissements d'enseignement supérieur identifiés, selon leurs affinités et leurs filières de formation en université, et des instituts pédagogiques et instituts techniques, inégalement répartis sur le territoire national avec une forte concentration à Kinshasa où l'on pouvait compter jusqu'à 12 établissements d'enseignement supérieur au moment du regroupement.

Au cours de ces premières années de l'indépendance, la RDC essaya de revoir et de réorienter l'idéologie qui avait présidé à la conception et à l'organisation de l'enseignement dans le pays. Elle visa à réviser, d'une part, l'extraversion qui affectait, comme une tare de fabrication, le type d'homme que formaient l'enseignement congolais, en général, et l'enseignement universitaire, en particulier, et d'autre part, le caractère fort sélectif du système éducatif.

L'université congolaise d'alors était tributaire de la vision léopoldienne de l'oeuvre coloniale ayant comme objectif la civilisation, le salut des indigènes et l'implantation de l'Eglise en Afrique. Les étudiants de Lovanium furent les premiers à dénoncer cet état de fait, lié à l'idéologie même de la création de l'Université au Congo en 1963.

#### **b. L'africanisation de l'enseignement.**

En juillet 1963, un groupe d'étudiants de l'Université Lovanium qui prétendaient représenter l'ensemble des facultés, remettaient au Conseil d'administration un mémorandum dénonçant le caractère à la fois colonialiste et belge de l'Université, un simple dédoublement de Louvain,

absolument indépendante des autorités congolaises aussi bien civiles qu'ecclésiastiques. Les étudiants réclamaient l'africanisation des programmes d'enseignement et la promotion accélérée des Congolais parmi les membres du corps professoral.

Mais la pression populaire et l'urgence de mettre en place des cadres politico-administratifs congolais firent que l'on confondit vitesse et précipitation. Par ailleurs, l'africanisation de l'enseignement fut principalement l'oeuvre des experts étrangers parmi lesquels figuraient des anciens coloniaux. La quasi-totalité des premiers instituts supérieurs et des universités furent dirigés jusque vers les années 1970 par des Européens.

Enfin, l'incapacité des dirigeants congolais qui n'avaient pas été préparés à gérer un Etat moderne, produisit, dès les premières années de l'indépendance, l'instabilité politique, la guerre civile (la rébellion muléliste) et la dégradation ainsi que le dysfonctionnement de l'appareil administratif de l'Etat dans son ensemble. Tous ces facteurs combinés affectèrent négativement tous les secteurs sociaux de la vie nationale, y compris l'éducation nationale dont le budget commença à subir des restrictions dommageables sur le plan social et académique.

### **c. Vers la création de l'UNAZA.**

Les revendications des étudiants vers la fin de la décennie 1960-1970 étaient surdéterminées par la dégradation de leurs conditions de vie et de travail sur le site universitaire. Le mouvement de l'africanisation entrepris au cours de la décennie commença à sortir ses effets négatifs visibles à la fin de celle-ci. Il se caractérisa par une dégradation progressive du système éducatif.

Au coeur de cette dérive, se trouvait l'idéologie de l'organisation de l'enseignement supérieur et universitaire en RDC. Cela débordait le cadre restreint de la seule université Lovanium. Mgr Gillon, qui fut le recteur fondateur de Lovanium de 1954 à 1967, essaya d'y apporter une solution, en proposant, en 1967, la création d'une Université Nationale, qui serait un établissement chargé de la programmation générale, de la coordination, du développement et de la haute gestion de l'enseignement supérieur, dans le respect de la légitime autonomie de gestion quotidienne de chacune des universités.

Le processus de l'africanisation de l'université faisait craindre que le remplacement des cadres universitaires européens par les Africains ne sonne le glas de l'excellence et de la rigueur administrative, académique et scientifique qui doivent caractériser toute institution de ce genre et de ce niveau.

En effet, à l'instar de la politique et de l'économie, la gestion moderne et rationnelle suppose et requiert une culture et une mentalité ne correspondant pas à la tradition et aux moeurs jusque-là alors en vigueur en Afrique. N'ayant jamais conçu une quelconque politique d'émancipation et d'autogestion des Congolais, les Belges n'avaient pas préparé la relève des agents de cadre de l'administration et des services publics, si bien qu'à l'indépendance tout se fit dans la précipitation, le tâtonnement, à coup d'essais et d'erreurs.

Le secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire présente aujourd'hui le tableau d'une croissance quantitative incontrôlée et déséquilibrée s'accompagnant d'une détérioration rapide de la qualité. Il est passé d'un système privé très fortement aidé par des fonds publics à l'époque de l'indépendance à un système mixte, public et privé, qui est presque entièrement financé sur fonds privés.

### **3. INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

#### **3.1. L'enseignement supérieur**

L'enseignement au Congo belge était semblable à l'enseignement officiel de Belgique. Les six premières années sont appelées « primaires » (6 à 12 ans). Le cycle « secondaire » se divise en deux: Deux années de cycle d'orientation et quatre années de cycle secondaire appelé aussi Humanités. Le cycle secondaire offre plusieurs orientations, à savoir : humanités pédagogiques (psychologie, pédagogie), les humanités littéraires (latin, grec, mathématiques), humanités scientifiques (Biologie, Chimie) et (Maths-Physique), les humanités commerciales (sciences commerciales et administratives), les humanités techniques (mécanique générale, électronique, électricité, arts et métiers), les humanités professionnelles, 3 ans après le cycle d'orientation (mécanique auto, électricité, techniques commerciales, accoucheuses, aides-soignantes, coupe et couture.... ). Un diplôme sanctionne la fin de cycle de trois ans des humanités professionnelles. Le terme des six années secondaires est sanctionné par un diplôme d'État d'études secondaires, après avoir passé un examen d'admission portant sur la capacité d'entreprendre les études choisies (examens d'État). Le diplôme d'État offre le choix aux études supérieures (enseignement non universitaire: entre 2 et 6 ans dont un an de classe préparatoire) et ou « universitaires » (2 années de candidature, trois et plus d'années de licence, suivies d'un doctorat).

Malgré le fait que le financement public de l'éducation se soit effondré dès 1985, le système éducatif congolais a continué à se développer, et ce grâce au financement direct des ménages.

En 2001/2002, le pays comptait près de 19 100 écoles primaires avec 159 000 enseignants pour plus de 5,47 millions d'élèves et près de 8 000 écoles secondaires avec 108 000 enseignants pour 1,6 million d'élèves. La même année, l'enseignement supérieur comptait près 326 établissements pour 200 000 étudiants.

Le taux de scolarité est de 76 % en milieu urbain et 48 % en milieu rural.

#### **Niveaux d'enseignement (cycles)**

Il existe tous les niveaux d'enseignement en République démocratique du Congo.

- Écoles primaire et secondaire :
  - Certificat d'Études Primaires (CEP) : 6 ans d'école primaire

- Diplôme d'État : 6 ans d'école secondaire (humanités).
- Enseignement supérieur et recherche :
  - Graduat : 3 ans d'université
  - Licence : 2 ans d'université après le Graduat
  - DEA : 2 ans (après certains nombres de critères)
  - Soutenance de thèse de doctorat

Pour plus de lisibilité auprès d'une partie des lecteurs francophones d'Afrique et des Caraïbes (issues des anciennes colonies françaises) et des lecteurs français, si l'on fait un parallèle avec les dénominations du système éducatif français, les équivalences se présenteraient comme suit :

- Le diplôme d'état (diplômé d'état) qui est l'équivalent en France du baccalauréat. Il sanctionne six années d'études de second degré. Après avoir obtenu le certificat d'études primaires (CEP) et être passé successivement par le collège et le lycée.
- Le diplôme de graduat (gradué) qui équivaut à la licence française. C'est un diplôme qui sanctionne les trois premières années d'études universitaires ou supérieures. Le graduat obtenu dans une école supérieure est à orientation technique et a une durée de trois ans. Son orientation technique permet au titulaire de ce diplôme d'avoir un corps de connaissance spécialisé et concret pour rechercher un emploi et être directement opérationnel.
- Le diplôme de licence (licencié) qui équivaut au master français. C'est le diplôme qui sanctionne 5 années d'études universitaires, c'est-à-dire trois années de graduat, plus deux années de licences (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup>).

Il faut souligner qu'au Congo-Kinshasa, la durée du cycle universitaire total retenu par le ministère de l'éducation nationale est encore de cinq ans sans compter que certaines filières ont une année préparatoire préalable.

Malgré des multiples réformes, l'enseignement supérieur reste encore sur - dans certaines choses - le schéma hérité de la Belgique. À titre illustratif, bien qu'il y a des changements, les titres dans le corps professoral universitaire et supérieur sont restés identiques : Professeur (ordinaire, visiteur, associé, émérite), chef de travaux, assistant de premier mandat et de deuxième mandat, Recteur (de l'université), doyen (de la faculté) et Directeur général (de

La République démocratique du Congo compte plus de 600 universités et/ou instituts d'enseignement supérieur, en 2011.

### **3.2. Les problèmes de l'enseignement supérieur en RDC.**

Les réformes entreprises pour un enseignement supérieur de qualité en RDC doivent être encouragées afin de hisser notre alma mater à un niveau de standard international. Ces réformes doivent se poursuivre. Beaucoup reste à faire parce qu'il faut le dire qu'il n'y a rien



de semblable en RDC par rapport à certains pays d’Afrique où l’étudiant à l’université se retrouve dans les conditions appropriées pour faire éclater ses capacités.

La RDC, ce n’est pas un secret, est un pays béni où Dieu a déposé tout ce qu’il faut pour que le pays décolle. Non seulement qu’il faut parler des ressources naturelles en termes des richesses du sol et du sous-sol, mais aussi dans le domaine des ressources humaines où Dieu a doté les Congolais des capacités diverses.

L’étudiant congolais, une fois placé dans des conditions appropriées, est capable de beaucoup de prouesses. Il suffit de mettre cet étudiant — qui est moyen à l’université de Kinshasa où il tâtonne — dans des conditions acceptables ailleurs pour voir éclore toutes ses capacités, et le voir briller.

Il faut reconnaître que le système éducatif en RDC ne favorise pas l’éclosion des capacités, il ne favorise pas qu’il éclate. L’environnement n’est pas propice avec certaines pratiques qui frustrant et traumatisent ceux qui ne s’y accommodent pas. La pratique des cotes sexuellement transmissibles, les cotes qui disparaissent pour lesquels il faut casquer pour les retrouver ... se font à dessein pour se faire de l’argent ou... ?

L’expérience vécue par deux étudiants qui ont eu du mal à poursuivre leurs études dans nos universités congolaises, est très intéressante. Après avoir quitté le pays, ces filles ont brillé de mille feux à Tunis en Tunisie où ils ont reçu, l’un une licence et l’autre une maîtrise, tous en informatique. A les en croire, l’environnement du travail contribue pour beaucoup dans l’épanouissement de l’étudiant qui se sent dans ses draps pour s’améliorer. L’étudiant Wilgon qui s’est battu doigt et ongles à l’Université de Kinshasa sans terminer ses études, et qui vient de raccrocher sa licence à Tunis en Tunisie en informatique après trois ans d’études, le confirme. « J’ai compris que les conditions d’études ainsi que l’environnement constituent un préalable pour avancer dans les études », a-t-il lâché. « Ailleurs, le sérieux commence par les professeurs qui excitent et donnent le goût d’étudier ; puis l’étudiant lui-même qui met du sérieux parce que surmotivé », a dit Wilgon qui estime qu’il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine d’études en RDC où les points s’achètent, les étudiants ne sont pas suivis, les salles des cours ou laboratoires ne sont pas équipés. « Dans ces conditions, il est difficile d’attendre le meilleur d’un étudiant moyen », a dit en substance Wilgon qui a remporté un diplôme de mérite au concours international de la Francophonie.

Que le gouvernement s’y mette et ne s’arrête pas seulement à prendre des décisions, mais à faire appliquer ces décisions pour voir les conditions d’études dans nos universités s’améliorer.

## **4. LES INSTITUTS DE RECHERCHE ECONOMIQUE EN RDC**

### **4.1. Institut de recherches économiques et sociales (IRES)**

#### **Présentation de l’Institut**

## **Plaquette de présentation de l'IRES / Présentation of the IRES/ OBJET<sup>5</sup> & MISSIONS**

L'Institut de Recherches Economiques et Sociales (Ires) est un organisme « au service des organisations syndicales représentatives des travailleurs » et a pour fonction de répondre aux besoins exprimés par les organisations syndicales représentatives dans le domaine de la recherche économique et sociale. Pour réaliser ses missions, l'Ires procède selon deux modalités :

D'une part, un Centre de recherche et de documentation regroupe une équipe d'une trentaine de personnes : chercheurs, documentalistes et administratifs. Il se consacre à la réalisation d'un programme scientifique de recherche à moyen terme approuvé par le Conseil d'administration. Ces missions et activités sont assurées au moyen de : colloques, séminaires, communications, édition de documents.

D'autre part, il est le cadre d'études et de travaux de recherches propres à chaque organisation syndicale. Pour cela, après accord du Conseil d'administration, il finance des programmes réalisés par des équipes choisies par chacune des organisations. Les résultats de ces recherches sont mis à la disposition de l'ensemble d'entre elles. On peut se les procurer auprès de chaque organisation. Ce deuxième ensemble d'activités est regroupé sous l'appellation "Agence d'objectifs".

### **Structures & moyens**

L'Institut de Recherches Economiques et Sociales (Ires) a été créé en 1982 par l'ensemble des organisations syndicales représentatives françaises, avec le concours du gouvernement.

Depuis cette date, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la CGT, la CGT-FO et l'UNSA éducation gèrent en commun l'Institut. L'Ires est juridiquement constituée sous la forme d'Association régie par la loi du 1er juillet 1901. Ses ressources sont assurées par une subvention publique de l'Etat et par des conventions de recherche.

### **Bureau**

Le Bureau de l'Ires regroupe six syndicalistes:

- Luc BENTZ, Unsa éducation
- Jean-Paul BOUCHET, CFDT
- Christophe COUILLARD, CGT-FO
- Michel DONEDDU, CGT

---

<sup>5</sup> <http://www.ires-fr.org/institut/presentation-de-linstitut>

- Bernard IBAL, CFTC
- Jean-Claude LAUTIER, CFE-CGC Le Conseil d'Administration de l'Ires se compose de:
- Neuf syndicalistes
- Neuf personnalités scientifiques
- Quatre représentants du Premier ministre

#### **4.2. Centre de recherches en économie et gestion appliquée<sup>6</sup>**

L'an deux mille cinq, le cinquième jour du mois de mars, sous l'initiative de Monsieur Kambale Mbakul'Irah Benoît, est créé au sein de la Faculté des Sciences économiques et de Gestion une structure de recherches scientifiques dénommée «Centre de Recherche en Sciences Economiques et Gestion Appliquées (CREGA) en sigle.

##### **Lien avec l'Etablissement et d'autres centres**

Le CREGA est créé au sein de la faculté des Sciences Economiques et de Gestion en vue de lui permettre de contribuer à l'atteinte des objectifs généraux de l'ULPGL, qui sont :

- Assurer la formation universitaire et la recherche scientifique ;
- Participer au développement national et régional en accompagnant les initiatives communautaires de base.

D'une manière spécifique, le CREGA est un outil précieux permettant à la faculté des Sciences Economiques et de Gestion de capitaliser son personnel scientifique et académique, comprenant deux branches à court terme : la branche orientée vers l'économie appliquée et la branche focalisée sur la gestion appliquée.

A moyen et à long terme, les deux branches devront déboucher sur la création de deux laboratoires :

- Un laboratoire attaché et consacré à l'économie avec trois spécialités (la macro et micro-économie, la modélisation et l'économie industrielle)
- Un autre consacré aux recherches appliquées à la création et gestion des entreprises (gestion des institutions publiques et privées, des PMES, ainsi que les banques et des institutions de micro finance).

Les recherches au sein du CREGA devront être concrétisées par un cadre d'échanges permanents entre la faculté des Sciences économiques et gestion et les secteurs publics et privés, à travers l'application des résultats de recherches par les dirigeants des entreprises des institutions publiques. Bref, les résultats de recherches devront répondre aux besoins réels en

---

<sup>6</sup> <http://ulpgl.net/centre-de-recherches-en-economie-et-gestion-appliquee/>

termes d'innovation de développement des nouveaux produits et services adaptés aux besoins du marché.

### **Objectif global**

L'objectif global de CREGA est celui de promouvoir la recherche scientifique en économie et gestion en vue d'assurer l'amélioration de la qualité de formation académique et de contribuer au développement social et économique des communautés tant au niveau local, national que régional.

### **Objectifs spécifiques**

Le CREGA poursuit les objectifs spécifiques suivants :

- Assurer l'encadrement scientifique des enseignants (Assistants, Chefs de Travaux, Professeurs) en leur offrant un cadre approprié et les outils appropriés pour la mise en œuvre de leurs travaux de recherche ;
- Favoriser les échanges entre les chercheurs intéressés et engagés dans les domaines de l'économie et de gestion ;
- Soumettre à l'expertise du groupe (les membres) différents travaux des jeunes chercheurs ;
- Offrir aux étudiants en DEA et en thèse un cadre de travail adéquat ;
- Promouvoir les discussions et publications des travaux originaux des chercheurs en République Démocratique Congo (RDC) et dans la région des Grands-Lacs Africain ;
- Créer la revue de la faculté des Sciences Economiques et de Gestion pour la publication des résultats de recherches.
- Créer un cadre d'échanges (partenariat) entre le monde professionnel (secteur public et privé) en vue de capitaliser les résultats des recherches et l'expérience des praticiens du monde des affaires.
- Mobiliser les ressources humaines, matérielles, techniques et financières pour la promotion du CREGA et de la recherche scientifique dans la région.

### **L'équipe de chercheurs du GREGA et les thèmes de recherches**

L'équipe du GREGA est constituée actuellement de 11 chercheurs qui travaillent plusieurs thématiques ! Il s'agit de :

1. **Benoit KAMBALE (Professeur)** : Les théories d'inclusion et d'intégration financières : nouveau code conceptuel pour l'efficacité de micro finance (livre à réaliser) ;
- Secteurs financiers inclusifs pour un Congo émergent à l'horizon 2030 (livre à réaliser) ;
- Financement de l'entrepreneuriat local : préalable pour l'amélioration de l'assiette fiscale et du budget de la RDC (livre à réaliser).

- Paix, développement et intégration régionale en Afrique subsaharienne.
  - Gouvernances politiques, administratives et développement en RDC
  - Financement des secteurs d'entrepreneuriat local
  - Impact de l'aide humanitaire en RDC
  - Impact de l'aide au développement en RDC.
2. **Michael UHURU (Assistant)** : Financement de l'entrepreneuriat au Nord-Kivu : genèse, existence et perspectives (DEA)
  3. **Adolphe KANKISINGI (Assistant)**
  4. **Denise MASINGO (Assistante)** : Secteur agricole et croissance économique en RDC (DEA) ;
  5. **Jacques KAMBALE (Assistant)** : Etude des facteurs déterminant la mutation comptable PCGC/SYSCOHADA (DEA) ;
  6. **Marc MASIRIKA (Assistant)** : Essai d'une approche Bayésienne et construction d'un modèle DSGE dans la région des Grands-Lacs (DEA) ;
  7. **Papy CHIRUZA (Assistant)**
  8. **Rebecca WASINGYA (Assistante)** : Politique Budgétaire et croissance économique en RDC : Analyse critique et perspectives (DEA) ;
  9. **Aaron LUBANGO (Assistant)** : Exploitation des ressources naturelles du Nord-Kivu et sa contribution au PIB de la RDC (DEA) ;
  10. **Neka MBASA (Chef de Travaux)** : Gouvernance et performance des institutions de micro-finance au Nord-Kivu (Thèse) ;
1. **Jean-Pierre KISONIA (Chef de Travaux)** : Clivage entre classiques et keynésiens (Thèse) ;
  2. **Rogers VURAYIRE (Docteur)** ; Bonne gouvernance et Management.
  3. **Laurent MUMBERE MUSAYI (Chef de Travaux)** : Turbulence et budgétisation des dépenses d'exploitation des régies financières en RD Congo. Application aux Régies financières du Nord-Kivu.
  4. **Abner MBUSA MUVUGHE (Docteur)** : Compétitivité de l'entrepreneuriat local.

### **Valorisation des résultats de recherches et de l'expertise des membres du CREGA**

- Transformation des résultats en projets et développements de produits valorisables ou non valorisables au profit des communautés locales ;
- Accompagnement des institutions publiques et privées dans la mise en œuvre des projets de développement ;
- Conception, évaluation financière et économique des projets des PME et grandes entreprises ;
- Evaluation sociale et économique des programmes et projets mis en œuvre par le gouvernement provincial, national et les partenaires bilatéraux et multilatéraux ;
- Evaluation de l'impact des projets industriels et sociaux sur l'environnement.

## **5. RESSOURCES HUMAINES ET SOUS DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE<sup>7</sup>**

Le ratio d'encadrement académique est particulièrement faible (1/333 alors que la norme internationale se situe autour de 1/20) et particulièrement dans les filières techniques. La RDC investit très faiblement dans la recherche (moins de 0,5% du PIB alors que les pays en voie de développement à croissance rapide investissent de 0,8 à 2,3% dans les activités de R&D). En outre, la productivité de cette recherche est faible, le secteur a seulement publié 242 articles de 2002 à 2007. Le manque d'effort dans la recherche aboutit à des Enseignants sous qualifiés (les Assistants et Chefs de travaux sont six fois plus nombreux que les professeurs : Professeurs 1815 et Personnel Scientifique 12517).

Le corps des Professeurs est en moyenne âgé de 65 ans et la relève académique, qui est une préoccupation majeure du MESU, n'est pas assurée. En effet, le nombre de thèses en cours, (moins de 150 l'an) est très loin du flux annuel minimum de 340 thèses qu'il faudrait soutenir. Le problème de la recherche est compliqué par le fait qu'elle est sous une tutelle autre que celle du MESU. De fait, les Universités de la RDC ont des programmes de recherche peu structurés fondés sur des initiatives individuelles. Cependant, on assiste à un renouveau récent de la recherche opérationnelle avec un appui international. Le personnel administratif (20 081) est très nombreux, plus d'un administratif pour un enseignant, au regard des normes internationales. En général sous qualifié et âgé, il ne reçoit pas une formation continue.

## **6. ETAT DES INFRASTRUCTURES ET MANQUE D'EQUIPEMENT**

L'audit organisationnel et l'enquête nationale de viabilité des Etablissements publics et privés engagés en 2009 ont permis de mettre en valeur une grande carence des infrastructures et des équipements. En termes d'établissements dans cinq provinces sur les onze que compte le pays, sur les 386 enquêtés 117 (30,3%) sont viables, 127 (32,9% ) sont dans une situation intermédiaire et demandent à être réhabilités, 142 (36,8% ) ne sont pas viables et ont été par conséquent fermés.

Le secteur médical a été entièrement évalué. Sur les 1139 filières 466 (40,9%) sont viables, 312 (27,4%) sont dans une situation intermédiaire et demandent à être renforcées et 361(31,7%) ne sont pas viables et ont été par conséquent fermées

## **7. FINANCEMENT**

Amélioration récente du financement public conduisant à une amélioration des traitements des Professeurs et à des réhabilitations des Etablissements. Cependant, il y a manque d'exécution de budget de fonctionnement et d'investissement public (budget hors salaire) qui conduit à

<sup>7</sup>[http://ifgu.auf.org/media/document/PLAN\\_STRATEGIQUE\\_DE\\_LENSEIGNEMENT\\_SUPERIEUR\\_ET\\_UNI VERSITAIRE.pdf](http://ifgu.auf.org/media/document/PLAN_STRATEGIQUE_DE_LENSEIGNEMENT_SUPERIEUR_ET_UNI VERSITAIRE.pdf)

des mauvaises conditions de fonctionnement, au non amortissement des équipements et à la faiblesse de la maintenance et la dégradation des locaux. La forte contribution des parents aux coûts de l'enseignement dans les Etablissements publics (250\$ à 600\$ quand de la part de l'Etat est d'environ 400\$ par étudiant) est principalement dirigée vers un supplément des salaires et non pas à l'amélioration des conditions et de la qualité de l'enseignement. Il n'y a pas transparence sur l'allocation de ces ressources et ces fonds ne sont pas audités. En particulier les paiements souvent en espèce ne sont pas toujours comptabilisés dans un compte bancaire. L'allocation de financement public entre les établissements ne se fait pas sur la base d'une formule rationnelle ou d'un contrat de résultats. Quand on additionne la source de financement public avec la contribution des parents il apparaît que la part du PIB dédiée à l'Enseignement Supérieur est de 2% ce qui est élevé par rapport à ce que l'on observe dans d'autres pays en développement (entre 1 et 1,5%). Ainsi l'amélioration des performances du secteur dépendra plus d'une meilleure allocation et utilisation des ressources. Il y a un déficit de contrôle interne et externe de la gestion financière. Le reste de financement sur la recherche est rapporté par les organismes tant nationaux qu'internationaux.

## **8. PRODUCTION SCIENTIFIQUE, PUBLICATIONS, DOCUMENTS**

Les statistiques se rapportant à ce point nous semble quasiment impossible suite à un non recensement ou traçage national de collecte de publication scientifique (tant liée aux livres en papier et aux ebooks).

## **CONCLUSION**

Faire jouer à l'Education Supérieure un rôle capital dans le développement économique et social, intégré et durable du pays en ayant soin de former des hommes et des femmes compétents, innovateurs, autonomes et libres exaltant les vertus de l'excellence imprégnés des valeurs humaines, morales, spirituelles, culturelles et civiques pour l'éclosion d'une nouvelle société plus prospère et davantage solidaire ainsi qu'éprise de paix.

Après un long conflit, la RDC a repris un chemin de la croissance. Cependant la crise de 2008-2009 a révélé que le pays reste vulnérable et que la croissance est fragile. Cette vulnérabilité s'explique par le manque de sécurité des opérateurs économiques et la mauvaise gouvernance. En particulier, la mauvaise gouvernance se traduit par des abus des organismes publics qui entraînent la faible performance du secteur formel des petites et moyennes entreprises. Durant ces années des conflits, l'éducation et en particulier les institutions d'enseignement supérieur public et privé ont montré une remarquable capacité de résilience. La demande d'éducation et en particulier l'enseignement supérieur demeure très forte et les parents participent fortement à son financement. L'enseignement supérieur peut contribuer à satisfaire les besoins importants de main d'œuvre qualifiée et aussi à renforcer l'Etat de droit et l'efficacité des administrations. Ainsi l'enseignement supérieur peut soutenir une croissance plus durable.



## **BIBLIOGRAPHIE**

- Albert Sarlet, « glossaire du site internet d'Albert Sarlet », sur <http://users.skynet.be/aloube/accueil.htm>
- Bongeli, Y., Université et sous-développement au Zaïre, Lubumbashi, 1983, thèse de doctorat en sociologie.
- Aimé Mpevo Mpolo, Les quatre tournants manqués de l'université congolaise. Analyse des réformes académiques du Congo-Zaïre (1971-2011), L'Harmattan, Paris, 2012, 366 p. (ISBN 9782296960596)

### **Lien interne**

- [http://ifgu.auf.org/media/document/PLAN\\_STRATEGIQUE\\_DE\\_LENSEIGNEMENT\\_SUPERIEUR\\_ET\\_UNIVERSITAIRE.pdf](http://ifgu.auf.org/media/document/PLAN_STRATEGIQUE_DE_LENSEIGNEMENT_SUPERIEUR_ET_UNIVERSITAIRE.pdf)
- <http://ulppl.net/centre-de-recherches-en-economie-et-gestion-appliquee/>
- <http://www.ires-fr.org/institut/presentation-de-linstitut>

### **Liens externes**

- La réforme de l'enseignement supérieur et universitaire au Congo
- États des lieux : éducation, DSRP RDC.
- Rapport national TTISSA : mars 2006 République démocratique du Congo, UNESCO
- RDC en bref, Ministère des Finances.
- Décret n° 06/0106 du 12 juin 2006 portant agrément de quelques établissements privés d'enseignement supérieur et universitaire, copie sur le site de l'Université Saint Augustin de Kinshasa.

## TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE .....	1
2. BREF APERCU HISTORIQUE DE L'EVOLUTION DE L'ESU EN RDC .....	3
3. INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.....	6
4. LES INSTITUTS DE RECHERCHE ECONOMIQUE EN RDC.....	8
5. RESSOURCES HUMAINES ET SOUS DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE.....	13
6. ETAT DES INFRASTRUCTURES ET MANQUE D'EQUIPEMENT .....	13
7. FINANCEMENT.....	13
8. PRODUCTION SCIENTIFIQUE, PUBLICATIONS, DOCUMENTS .....	14
CONCLUSION.....	15
BIBLIOGRAPHIE .....	16
TABLE DES MATIERES .....	17
ANNEXE .....	18

## ANNEXE<sup>8</sup>

### Enseignement supérieur

La République démocratique du Congo compte plus de 600 universités et/ou instituts d'enseignement supérieur, en 2011 :

#### Universités

Professeurs de l'université de Kinshasa lors d'une séance académique (2013)

- Institut universitaire des sciences de la santé (IUSS) - Lubumbashi
- Université adventiste de Goma (UAGO) - Goma
- Université adventiste de Lukanga - Butembo/Nord-kivu
- Université américaine de Kinshasa ou Université franco-américaine de Kinshasa
- Université baptiste du Congo - Lubumbashi
- Université cardinal Malula-Kinshasa
- Université catholique de Bukavu
- Université catholique du Congo
- Université catholique du Grabben (UCG) - Butembo
- Université centrale de Kinshasa
- Université chrétienne internationale (UCI)
- Université de Bandundu (UB)- Kikwit
- Université de Gbadolite (UNIGBA) - Gbadolite
- Université de Goma
- Université de Kalemie (UNIKAL) - Kalemie
- Université de Kamina (UNIKAM)
- Université de Kananga (UNIKAN)
- Université de Kindu - Kindu
- Université de Kinshasa (UNIKIN), anciennement appelée l'Université Lovanium
- Université de Kisangani - Kisangani
- Université de Kolwezi (UNIKOL) - Kolwezi
- Université de Likasi (UNILI)-Likasi
- Université Panafricaine du Congo (U.P.A.C)
- Université de Mbandaka (Unimba)-Mbandaka
- Université de Mbujimayi Tshikama - Mbujimayi
- Université de Mwene-Ditu (UMD), à Mwene-Ditu
- Université de technologie du Congo (Kinshasa)

---

<sup>8</sup>[http://ifgu.auf.org/media/document/PLAN\\_STRATEGIQUE\\_DE\\_LENSEIGNEMENT\\_SUPERIEUR\\_ET\\_UNIVERSITAIRE.pdf](http://ifgu.auf.org/media/document/PLAN_STRATEGIQUE_DE_LENSEIGNEMENT_SUPERIEUR_ET_UNIVERSITAIRE.pdf)

- Université d'Ikela
- Université Divina Gloria de Butembo (UDGB)- Butembo
- Université du Cepromad (UNIC -ISGEA) - Bukavu
- Université du Cepromad (UNIC-ISGEA) - Kolwezi
- Université du Kivu (Unikivu) - Goma
- Université du Travail de Lubumbashi(UNITRA) - Lubumbashi
- Université Espoir du Congo (UEC) - Baraka
- Université évangélique en Afrique (UEA) - Bukavu
- Université Kasa-Vubu -Bas-Congo
- Université Kinshasa Binza
- Université Kongo -Bas-Congo
- Université libre de Kinshasa (ULK)
- Université libre de Luozi (ULL)
- Université libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL) - Goma
- Université méthodiste au Katanga
- Université Notre-Dame du Kasai (UKA) - Kananga
- Université officielle de Bukavu (UOB)
- Université officielle de Mbuji-Mayi (U O M)
- Université officielle de Ruwenzori (UOR)
- Université pédagogique nationale (UPN), ancien IPN - Kinshasa
- Université protestante du Congo (UPC) - Kinshasa
- Université protestante de Lubumbashi (UPL) - Lubumbashi
- Université Simon Kimbangu -Kinshasa
- Université William Booth (UWB) - Kinshasa

### **Instituts Supérieurs**

- Institut supérieur d'informatique, programmation et analyse (ISIPA)- Kinshasa
- École supérieure de la gouvernance économique et politique (ECOPO business school)Lubumbashi
- Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion (ISIG)- Nord-Kivu/ Goma ,  
[www.isig.ac.cd](http://www.isig.ac.cd)
- Institut Supérieur des Techniques Médicales de Mbuji-Mayi (ISTM/MBUJIMAYI)-  
Mbuji-Mayi
- Institut supérieur d'études techniques commerciales et juridiques de Lubumbashi-  
Lubumbashi
- Institut supérieur des techniques appliquées de Kolwezi (ISTA)- Kolwezi
- École supérieure de publicité et médias (ESPM) - Kinshasa
- École supérieure des métiers d'informatique et de commerce (ESMICOM) - Kinshasa
- Académie des beaux-arts - Kinshasa
- Centre d'études égyptologiques C.A. Diop de l'INADEP -Kinshasa
- Centre interdisciplinaires pour l'éducation permanente (CIDEP)-Kinshasa
- Institut supérieur de développement rural des Grands-Lacs (ISDR/GL) - Goma

- École d'informatique d'électronique et d'expertise comptable (EIECO)- Kinshasa
- Ecole supérieure d'informatique Salama -(ESIS)Lubumbashi
- École informatique des finances (EIFi)-Kinshasa
- Facultés catholiques de Kinshasa (FACAKIN)
- Grand séminaire de Lubumbashi-Lubumbashi
- Institut supérieur interdiocésain monseigneur Mulolwa - Lubumbashi
- Institut africain d'études prospectives - African Institute for Future Studies (INADEP) -Kinshasa
- Institut d'études supérieures et universitaires de Kinshasa (INESSUKIN)-Kinshasa
- Institut national des bâtiments et des travaux publics (ex IBTP Ngaliema)-Kinshasa
- Institut supérieur d'architecture et d'urbanisme (ex IBTP Gombe)-Kinshasa
- Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (IFASIC)-Kinshasa
- Institut facultaire des sciences agronomiques (IFA)-Yangambi
- Institut facultaire de développement (IFAD) - Kinshasa
- Institut national des arts(INA) -[Kinshasa]
- Institut supérieur agro-vétérinaire (ISAV)- Kimwenza-Kinshasa
- Institut supérieur de commerce - Bas-Congo,
- Institut supérieur des arts et métiers (ISAM)-Kinshasa
- Institut supérieur de statistiques de Kinshasa (I.S.S./KIN);
- Institut supérieur de statistique de Lubumbashi (ISS)- Lubumbashi
- Institut supérieur d'études sociales (ISES)-Lubumbashi
- Institut supérieur du travail social (I.S.T.S) ex-CAFES (Kinshasa)
- Institut supérieur de statistique et de nouvelles technologies de Goma (ISSNT/GOMA)- Goma
- Institut Supérieur de Commerce (ISC-Goma/Nord-Kivu)
- Institut supérieur de gestion et des techniques (ISGT)- Mbuji-Mayi
- Institut supérieur des techniques appliquées (ISTA) - Kinshasa
- Institut supérieur de techniques appliquées de Bukavu à Burhuza (ISTA de Bukavu à Burhuza)
- Institut supérieur des techniques médicales (ISTM/KIN - Kinshasa
- Institut supérieur pédagogique de Kikwit - Bandundu
- Institut supérieur pédagogique de Kananga {ISP}- Kananga
- Institut supérieur pédagogique de Mbanza-Ngungu - Bas-Congo
- Institut supérieur Pédagogique et Technique de Kinshasa (ISPT-KIN)
- Institut supérieur pédagogique de la Gombe(ISP/Gombe)-Kinshasa
- Institut supérieur pédagogique (ISP)- Lubumbashi
- Institut supérieur pédagogique (ISP)-Mbandaka
- Institut supérieur pédagogique (ISP) de Budjala
- Institut du pétrole et du gaz (IPG)-Kinshasa
- Institut supérieur d'Enseignement Techniques Médical (ISETM)Kinshasa
- Institut supérieur des techniques médicales (ISTM) - Bukavu
- Institut supérieur pédagogique de Bukavu - Bukavu (ISPB)
- Institut supérieur pédagogique de Kamituga - Kamituga - Congo - Kinshasa (ISPKa)

- Institut supérieur pédagogique de Baraka - Baraka (ISPBA)
- Institut supérieur des techniques médicales (ISTM) d'uvira
- Institut supérieur de développement rural (ISDR) d'uvira
- Institut supérieur de commerce (ISC) d'uvira
- Institut supérieur de techniques médicales - Baraka (ISTMBA)
- Institut supérieur de développement rural (ISDR) - Mbeo Bandundu
- Institut supérieur de développement rural (ISDR) - Bukavu
- Institut supérieur d'Informatique Programmation et Analyse (ISIPA) - Kinshasa
- Institut supérieur de développement rural (ISDR-Mbandaka) - Mbandaka
- Institut supérieur de technique médical (ISTM) - Mbandaka
- ISEC - Lubumbashi
- ISTC - Lubumbashi
- Institut universitaire du Congo (IUC) - Lubumbashi
- Institut facultaire Songwai (IFAS) - Kinshasa
- Centre des recherches en sciences naturelles de Lwiro - Bukavu
- Observatoire volcanologique de Goma (OVG) - Goma
- Institut supérieur de management dans la région des Grands Lacs (ISMAGL)/Goma
- Institut supérieur de bâtiment et travaux publics (IBTP/Butembo)
- Institut supérieur de commerce (ISC) - Goma
- Institut supérieur de tourisme (IST) - Goma
- Institut supérieur des techniques appliquées de Goma (ISTA-GOMA)
- Institut supérieur des arts et métiers (ISAM) - Goma
- Institut supérieur de la conservation de la nature Tayna, Kanyabayonga-Nord Kivu
- Institut supérieur des techniques commerciales (ISTC) - Matadi
- Institut supérieur de développement rural - Grands Lacs (ISDR-GL) - GOMA
- Institut supérieur pédagogique/Vitshumbi (ISP) - Goma
- Institut supérieur technique et commercial (ISTC) - Matadi
- Institut supérieur de technologie de Lubumbashi
- Institut supérieur pédagogique et technique de Mweka (ISPT) - Mweka
- Institut supérieur de sciences économiques, juridiques et coopératives (ISSEC)- Kinshasa. L'ISSEC est définitivement agréé par le décret présidentiel no 06/0106 du 12 juin 2006.
- Institut supérieur technique de sankuru (ISTS)
- Institut Supérieur Technique d'Informatique Appliquée de Mbujimayi (ISTIA)

### **Liste de Centres et Instituts de Recherche Scientifique et Technologique**

- Centre de linguistique théorique et appliquée (CELTA), Kinshasa
- Centre pour le Développement et l'Education Permanente (CIDEP)
- Centre de recherche agro-alimentaire (CRAA), Lubumbashi
- Centre d'études des religions africaines (CERA)
- Centre d'études égyptologiques Cheik Anta Diop de l'INADEP
- Centre régional d'études nucléaires de Kinshasa (CREN-K)
- Centre de recherches géologiques et minières (CRGM), Kinshasa et Lwiro

- Centre de recherche en sciences naturelles (CRSN ex IRSAC), Bukavu
- Centre de recherche en géophysique (CRG), Kinshasa
- Centre d'études et de diffusion des arts(CEDAR), de l'Institut
- Centre de Recherche Interdisciplinaire pour le Développement de l'Education (CRIDE), Kisangani
- Centre de Surveillance de la Biodiversité (CSB), Kisangani
- Institut de Recherches Sociales Appliquées (IRSA), Kisangani
- Institut africain d'études prospectives (INADEP)
- Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)
- Institut des recherches économiques et sociales (IRES), de la faculté des Sciences économiques de l'UNIKIN
- Institut supérieur de développement rural (ISDR) Bukavu
- Institut supérieur pédagogique de Bukavu (ISPB)
- Institut supérieur pédagogique de Baraka (ISPBA)
- Institut supérieur d'informatique et de gestion/Goma, Nord-Kivu
- Institut supérieur de commerce (ISC-Goma)
- Laboratoire d'analyse-recherche en économie quantitative (LAREQ), Kinshasa
- Institut National des arts(INA), Kinshasa
- Université officielle de Bukavu (UOB)
- Institut supérieur de techniques appliquées de Bukavu à Burhuza (ISTA DE BUKAVU A Burhuza)
- Institut supérieur pédagogique de Walungu
- Institut Supérieur de techniques médicales (ISTM Kanyamulande de Walungu)
- Institut supérieur agro-vétérinaire de Walungu (ISEAV Walungu)
- Institut supérieur de techniques médicales de Nyangezi (ISTM Nyangezi)
- Institut supérieur de technique de développement Mulungu (ISTD Mulungu)
- Institut supérieur de technique de développement Kalehe (ISTD Kalehe)